

## MAROC

# Garde à vue pour le patron d'une usine ravagée par le feu

Des portes bloquées, l'absence d'entretien des machines et des négligences dans la sécurité expliquent que 55 personnes soient mortes samedi, dans l'incendie «catastrophique» d'une usine de matelas et d'ameublement à Casablanca, la capitale économique du Maroc.

Le propriétaire et le gérant de l'usine ont été placés hier en garde à vue alors que sur place, la police scientifique poursuivait ses recherches pour établir les causes exactes du sinistre provoqué, selon la Protection civile, par un court-circuit. «Le propriétaire Adil Moufarreh et son fils qui est gérant, Abdelali Moufarreh, ont été placés en garde à vue après avoir été interrogés par la police», a déclaré un responsable de la sécurité. Après la découverte d'un corps sous les décombres hier matin, le bilan s'établissait à 55 morts, a précisé en milieu de journée l'agence de presse marocaine MAP.

Une source responsable à la wilaya du Grand-Casablanca, citée auparavant par MAP, faisait état de 54 morts et 17 blessés. Il s'avère de plus en plus certain, selon la Protection civile, qu'aucune norme de sécurité n'était respectée dans l'usine Rosamor Ameublement, située dans le sud-ouest de Casablanca. «Il s'agit d'un bâtiment, composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages, spécialisé dans la fabrication de meubles, et il y a donc des produits hautement inflammables», a affirmé à la radio



Un incendie qui a fait 55 morts et 12 blessés.

Medi1 le commandant régional de la Protection civile du Grand-Casablanca, Moustapha Taouil. «Or, nous avons pu constater au cours de notre intervention que les exploitants du lieu ne respectaient pas les dispositions légales pour ce type d'industrie, comme l'entraînement et la formation du personnel», a dit l'officier. Plus grave encore, «le propriétaire, en contrevenant à la législation, enfermait les employés à l'intérieur de l'usine pour, soit disant, éviter le détournement des matières premières. C'est cela qui les a empêchés de quitter le lieu du sinistre», a-t-il ajouté.

Selon lui, un court-circuit au rez-de-chaussée où se trouvaient des machines de menuiserie a déclenché l'incendie. «Le manque d'entretien des différentes machines et installations électriques est la cause de cet incendie», a affirmé le

commandant Taouil. Plusieurs rescapés interrogés hier par l'AFP sur leur lit d'hôpital ont confirmé les dires de ce responsable.

«Toutes les portes étaient bloquées et personne ne pouvait fuir pas les issues», a ainsi assuré Smail Benhamed, 19 ans, qui a sauté du deuxième étage. Certains employés ont en outre dénoncé les pratiques sociales du propriétaire, affirmant n'avoir jamais eu de couverture sociale. «Sur les 400 employés de l'usine, 30 seulement sont déclarés à la Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS)», a déclaré Fellah Hassan, un tapissier de 30 ans. Les salaires sont aussi pointés du doigt. «Je gagne 350 dirhams (30 euros) par semaine sans être déclaré», a certifié Smail Benhamed.

Un millier de personnes et des centaines de voitures stationnaient hier sur le lieu du sinistre, alors que les

pompiers avec des chiens, et la police scientifique ramassaient méticuleusement objets ou lambeaux de chair calcinés.

Le ministre de l'Intérieur, Chakib Benmoussa, qui s'est rendu samedi sur place, a qualifié l'incendie de «drame catastrophique» et a précisé que le parquet de Casablanca avait diligenté une enquête sur «les circonstances de ce sinistre et sur les conditions de travail afin de fixer les responsabilités». Le roi Mohammed VI a donné ses instructions aux autorités pour «prendre toutes les mesures nécessaires afin de secourir les victimes». Ce drame intervient dans un climat de tension sociale en raison de la flambée des prix.

Les centrales syndicales ont refusé dernièrement les propositions de l'Etat et des organisations patronales, et certaines ont même menacé d'une grève générale.

## DÉLÉGUÉ SOCIALISTE FRANÇAIS DÉTENU AU LIBAN

### «Totalelement inacceptable»

Paris a jugé hier «totalelement inacceptables» l'arrestation et la détention «illégalement pendant plusieurs heures» du représentant du Parti socialiste français à l'Internationale socialiste, Karim Pakzad, lors d'une visite au Liban.

M. Pakzad a affirmé hier lors d'une conférence de presse avoir été enlevé la veille pendant cinq heures à Beyrouth par des hommes armés «qui s'exprimaient au nom du Hezbollah», avant d'être relâché. Contacté par l'AFP, le Hezbollah a affirmé hier ne pas avoir d'informations pour le moment.

«La France proteste contre l'arrestation et la détention arbitraires de Karim Pakzad», a déclaré le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué. «M. Pakzad a été appréhendé par des personnes n'ayant pas autorité dans les quartiers Sud de Beyrouth. L'arrestation et la détention illégales pendant plusieurs heures de notre compatriote sont totalelement inacceptables», poursuit le ministère.

La France compte «sur la diligence des autorités libanaises, responsables de l'enquête et des suites judiciaires à donner à cet incident qui a motivé le dépôt d'une plainte par notre compatriote», ajoute Paris.

M. Pakzad, qui faisait une promenade en voiture décapotable avec un ami libanais, a été arrêté alors qu'il prenait des photos d'une mosquée sur la route de l'aéroport, située dans la banlieue sud de Beyrouth, dominée par le Hezbollah, seule formation libanaise armée après la fin de la guerre civile (1975-1990).

## ASSASSINAT DE HARIRI

### Assad «pas inquiet» au sujet du tribunal international



Le président syrien Bachar al-Assad a déclaré que le tribunal international chargé de juger les suspects dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri «ne concernait pas» et «n'inquiétait pas» la Syrie, dans une interview publiée hier. «Cette question ne nous concerne pas. On affirme que ce sujet inquiète (la Syrie) (...) mais ce n'est pas vrai», a affirmé M. Assad dans un entretien au quotidien qatari *Al-Watan*, dont de larges extraits ont été repris par le journal à gros tirage *An Nahar*.

Damas est accusée par la majorité antisyrienne au Liban d'avoir commandité l'assassinat du riche homme d'affaires devenu opposant à l'hégémonie syrienne dans un attentat à la camionnette piégée à Beyrouth en février 2005. Le président syrien a, par ailleurs, estimé que «la France devrait clarifier» les circonstances de la disparition du témoin à charge syrien, Mohammad Zuhair Assadiq, qui n'a plus été revu depuis qu'il a quitté le 13 mars dernier son domicile en banlieue parisienne, selon le Quai-d'Orsay.

M. Assadiq, un ancien membre des services de renseignements syriens, avait affirmé que l'ancien président libanais Emile Lahoud, un pro-syrien, et M. Assad avaient donné l'ordre d'assassiner Rafic Hariri.

Le président syrien a indiqué «n'avoir aucune information» au sujet de ce témoin, mais a laissé entendre que Paris était au courant de sa disparition. «Il a disparu dans des circonstances connues et non pas mystérieuses», a-t-il affirmé.

## TROIS MORTS DANS UNE ATTAQUE À KABOUL

### Le président Hamid Karzaï indemne

Le président afghan Hamid Karzaï est sorti indemne hier d'une attaque à la roquette des talibans contre un important défilé militaire à Kaboul, qui a fait trois morts, dont un enfant, et une dizaine de blessés, ont annoncé des sources officielles.

Le président Karzaï a été évacué «sain et sauf», a précisé un responsable au palais présidentiel. Les talibans ont revendiqué l'attentat, niant avoir visé une cible en particulier. Un garçon de 10 ans, un chef de tribu et un parlementaire afghan qui a succombé à ses blessures, sont morts dans l'attaque, selon le ministre de la Santé, Mohammad Amin Fatimi, et le ministère de la Défense. Les membres du gouvernement, des ambassadeurs étrangers, un haut représentant de l'ONU et les responsables militaires, dont des officiers américains, qui assistaient au défilé, sont tous indemnes, selon les sources officielles. Des tirs d'armes automatiques et des explosions ont retenti peu après que M. Karzaï et les dignitaires se sont installés dans la tribune pour la plus grande parade annuelle

de l'armée afghane, qui rassemblait 3 000 soldats, des chars et des avions. «Dès les premiers tirs, le président a été couvert par ses gardes du corps», a raconté à l'AFP le ministre de la Santé, qui se trouvait à quelques mètres. «Ils l'ont fait partir, j'ai vu des balles ricocher, de la fumée noire et je sentais l'odeur de la poudre.» Selon le ministre, une roquette «a atterri juste devant la tribune». L'attaque a duré une quinzaine de minutes, selon un journaliste de l'AFP sur place. Hamid Karzaï a annoncé l'arrestation d'une partie des auteurs de l'attentat. «Les forces de sécurité afghanes les ont rapidement encerclés. Certains d'entre eux ont été capturés», a-t-il déclaré à la télévision.

Dans un communiqué, le président a assuré que «l'armée et la police maintiennent l'ordre» et que «la

situation est sous contrôle». L'attaque a été très vite revendiquée par les talibans qui ont dit avoir perdu trois de leurs combattants. «Nous avons lancé des roquettes sur le défilé. Nous avions six des nôtres sur place et trois de nos hommes ont été tués», a déclaré à l'AFP un porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahed. Le but n'était pas, selon lui, d'assassiner le président Karzaï. «Nous ne visions pas quelqu'un en particulier. Nous voulions montrer au monde que nous pouvons attaquer partout où nous le voulons», a ajouté Zabihullah Mujahed. La France et l'Allemagne ont vivement condamné l'attaque, tout en exprimant leur soulagement que le président afghan soit sorti indemne. «J'ai appris avec horreur la lâche attaque contre le président Karzaï», a déclaré le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier. «Ce nouvel attentat confirme l'importance de l'engagement de la communauté

internationale et, en particulier, de celui de la France» qui vient de décider de renforcer son contingent militaire, a souligné de son côté le ministère français des Affaires étrangères.

M. Karzaï a échappé à au moins deux tentatives d'assassinat dont l'une en 2002 lorsqu'un garde avait ouvert le feu sur son véhicule à Kandahar (sud) et en 2004, quand un homme avait été arrêté avec une bombe qui lui était destinée. Les talibans, des musulmans fondamentalistes chassés du pouvoir par une coalition dirigée par les Américains fin 2001, mènent depuis une insurrection sanglante contre le pouvoir afghan et les forces internationales qui le soutiennent. Malgré la présence de 70 000 soldats étrangers, leurs attaques ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans. L'an passé, les combats entre talibans et troupes gouvernementales et étrangères ont fait 8 000 morts, en majorité des rebelles.